



ETATS GENERAUX DE L'INDUSTRIE EN LOIRE-ATLANTIQUE

Le recours à la précarité ne doit pas devenir la règle

P 4

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 986

23 OCTOBRE 2014

prix : 0,70 €



PLUS UN SOU POUR LE CAPITAL



Rassembler pour ouvrir une alternative de coopération entre les nations

P 2

Libres et dignes

De Châteaubriant à Kobané

P 3

Social



L'Universalité des allocations mise en cause

P 5

Territoire



Quelques éléments de réflexion au travers de la lecture du dernier ouvrage de C. Guilluy

P 6

Groupe des élus communistes nantais

Porter la voie de l'Humain et du développement durable

P 7

La Bolivie plébiscite la révolution et le camarade Evo Morales :

Le président de gauche a été réélu pour un troisième mandat, dès le premier tour avec 61% des voix, loin devant son principal concurrent conservateur (24%). Plus ancien chef de l'Etat en fonction du continent, il est l'incarnation de son pays et de son peuple, à majorité indienne, le plus pauvre d'Amérique latine. **Solidaire de Cuba et de l'ancien président vénézuélien Hugo Chavez, il ne cesse de se dire « anti-impérialiste et anti-colonial... Ce sont les nationalisations des hydrocarbures qui ont gagné »** contre le retour aux privatisations défendu par l'arrière-garde de la droite. Entreprises sous ses précédents mandats, elles ont constitué le levier du financement des politiques sociales, réduisant ainsi l'extrême pauvreté à 18% de la population contre 38% autrefois. « il faut rendre au pays la confiance en son gouvernement, nous devons rendre aux jeunes la confiance en la politique, la vraie...il faut continuer de briser les barrières que le néo-libéralisme a imposées au pays et aux consciences ». **Depuis sa création (2006) le Mouvement vers le socialisme (MAS) a enregistré 7 triomphes électoraux, dont 4 à plus de 60%.**



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Mireille Pernot

Contrainte ou choix ? Les deux, Camarade !



A cette heure où un gouvernement prétendument de gauche abdique toute ambition de changement et se lance dans l'application zélée et méthodique des choix capitalistes,

A cette heure où tout est fait pour gommer tout repère politique et social, et où toute nouvelle mesure oscille entre l'habillage sociétal et la stigmatisation de l'autre, qu'il soit « fonctionnaire privilégié » ou « chômeur faignant »,

A cette heure où la France abandonne les victimes sur son sol et ailleurs (Palestiniens, Kurdes...), et se soumet au Medef, aux banquiers européens et à l'OTAN,

Nous n'avons **pas d'autre choix possible** : mener un immense travail politique avec notre peuple. Car la seule issue possible est bien dans l'intervention de plus en plus nombreuse des citoyens pour investir la scène politique, contester le pouvoir que s'arrogent quelques-uns, imposer l'équité et l'égalité, la prise en compte des besoins de tous et d'abord de ceux qui en ont le plus (de besoins).

Et c'est aussi le choix communiste, de ne jamais baisser les bras, ni désespérer de l'humain ! C'est même un parti pris que de toujours rassembler, unir sur des bases objectives, ceux qui ont le même intérêt même quand ils ne le savent pas. L'enjeu est vital, il est immé-

« Aller à la rencontre de toutes celles et ceux qui n'acceptent pas la domination des humains par les puissances d'argent »

diat, et déterminant pour la suite. Il est de construire les conditions d'un rassemblement politique porteur d'un projet de gauche capable de sortir le pays de la crise.

Pour donner du sens et de la force à l'alternative, construire dans la durée. Les réponses politiques que nous cherchons à construire doivent porter sur des solutions immédiates, et dégager progressivement les grands axes d'un programme de gouvernement alternatif, porteur d'une autre conception de la société et de son développement. La méthode ? Aller à la rencontre de toutes celles et ceux qui n'acceptent pas la domination des humains par les puissances d'argent, sans exclusive. Mener le débat et l'action avec nos propositions, et les enrichir du débat citoyen.

Alors, emparons-nous de toutes les initiatives proposées aujourd'hui (carte pétitions, manif du 15/11, conférence sur l'industrie...), des 44 rencontres du 44, inventons-en, multiplions, seuls, avec d'autres, mais allons-y ! **Parce que c'est un choix nécessaire, mais surtout un plaisir.**

Rassembler pour ouvrir une alternative de coopération entre les nations.



Certes il y a Ebola, mais la menace la plus grave à court terme reste le prolongement de la crise du système commencée en 2007-2008..Moins que jamais la crise est derrière nous.

Ne tirant aucune leçon ni des années 30, ni de l'expérience la plus récente, les oligarchies financières, continuent de se vautrer dans la spéculation et la distribution des dividendes. **Comment s'étonner qu'ensuite, il ne reste plus grand-chose pour investir et augmenter les salaires. (NLA 985).** La révision à la baisse des perspectives de croissance se généralise, entraînant l'effondrement des cours, (matières premières et pétrole), installant durablement la déflation. **Ce ralentissement économique mondial hante les marchés financiers. Le risque d'un grand plongeon resurgit. Le FMI a confirmé ces inquiétudes et continue de montrer du doigt la Zone Euro qui s'enfonce dans une croissance moyenne nulle, tirant la vie économique et sociale vers le bas.**

Dans ce contexte la commission de l'U.E examine les budgets pour 2015. **Comment Emmanuel Macron peut-il se dire si certain que la France ne sera pas recalée, malgré un déficit public annoncé de 4,3%, loin du dogmatisme des 3% maastrichtiens ? C'est que la Situation est nouvelle à bien des égards. L'Allemagne qui s'érigait en modèle victime de tous les ralentissements qu'elle a imposés, est devenue**

désormais une source d'inquiétude. La chute brutale de 4% de sa production industrielle, a alerté sur le risque de récession. **Le modèle devient une impasse** : Une compétitivité à courte vue fondée sur la baisse du coût du travail et le rationnement des dépenses publiques débouche sur **un bilan accablant** : En dix ans, deux salariés allemands sur trois ont vu leur salaire baisser. Des mouvements de grève se font jour. Et pourtant Mme Merkel veut rester sourde aux appels de ceux qui remettent en question son entêtement et son inflexibilité.

Ira-t-on vers un donnant-donnant dans « un pacte écrit » ?

L'Allemagne investit davantage d'un côté et la France s'engage sur des réformes et la réduction des déficits? Voilà pourquoi le président Hollande reste droit dans ses bottes et veut maintenir le cap social-libéral à pleine vitesse ! Cet échec annoncé, donne l'occasion de passer à l'offensive : Pour rassembler ceux qui refusent cette impasse. Pour préciser le contenu de l'alternative pour sortir de la dictature des marchés et des dogmes libéraux qui ont démontré leur malversation. Il faut donc d'urgence rompre avec ces logiques où chacun est contre tous et travailler avec d'autres pays dans des coopérations nouvelles comme l'Europe d'avant Maastricht avait su le faire pour les réussites industrielles que furent Airbus et Ariane.

De vous à moi

Trop c'est trop ! « Stop au débat détestable sur l'assistanat ! »

Venu à une table ronde, rencontrer les associations de lutte contre la pauvreté, dans une municipalité socialiste de la banlieue nord de Paris, le président en a eu pour son grade ! Les acteurs de terrain ont trouvé un peu fort de café « **qu'alors qu'un plan quinquennal a été annoncé en décembre 2012, globalement la lutte contre la pauvreté n'avance guère...l'intensité de la pauvreté s'accroît** ». Pas franchement la bonne direction, ni les résultats espérés en votant pour lui. Acculé, François Hollande a dû reconnaître et concéder que le gouvernement avait renoncé à un gel d'un an du RSA pour contribuer au plan d'économie (sous la pression de l'assemblée). Le RSA sera revalorisé de 2% par an jusqu'en 2017. **Ce n'est qu'un petit début, pour contraindre ce gouvernement à retrouver le principe républicain de la solidarité.**

En bref

Brésil : La candidate du parti des travailleurs domine le premier tour (41,6%).

Pendant des semaines nos médias ont voulu faire la promotion de la candidate du Parti socialiste Marina Silva (21,3%), qui devait devancer sans problème Dilma Rousseff présidente sortante. Surprise ! Au lendemain du premier tour, l'héritière idéologique de Lula arrive en tête devant le candidat de la droite (33%). **Cependant le 26 octobre (2^e tour) que deviendront les 22 millions de voix de la candidate socialo-écologique (sur une centaine de millions de voix exprimées) ?** D'autant qu'Aécio Neves a reçu son soutien et cherche à renforcer le front anti-Parti des Travailleurs.

Erdogan laisse DAESH assiéger Kobané et pilonne le PKK.



Depuis sa prison Abdullah Öcalan leader historique du PKK a prévenu : « Si Kobané tombe, le processus de paix (entre les Kurdes et le gouvernement Turc) est mort ». Excédé par l'immobilisme et le jeu trouble de la Turquie (membre de l'OTAN) face aux djihadistes de DAESH, le mouvement Kurde menace de rompre le cessez le feu observé depuis 2 ans.

Complice d'Erdogan, Paris a un seul objectif depuis des mois en Syrie, c'est d'abattre le régime d'Assad. **La France doit dénoncer les accords militaires et sécuritaires avec la Turquie et répondre positivement à la demande de livraison d'armement pour sauver Kobané.**

Hong-Kong : un cas d'école pour la presse libérale...

« La révolution des parapluies » (NLA 985) devait annoncer un mouvement libérateur d'ampleur, débordant sur la Chine continentale. Dans une analogie sommaire évoquant la place Tiananmen, avant d'évoquer Mai 68, certains dénonçaient ce déni de démocratie du projet pékinois pour l'élection de l'exécutif en 2017 (sans jamais en expliquer l'historique).

Sauf que, la marche en avant vers plus de démocratie est à l'initiative de la Chine populaire et non de la colonisation britannique qui pendant un siècle et demi s'est contenté de la nomination d'un gouverneur, avant de mettre en place le système actuel, peu démocratique. Favoriser le business et les mafias locales pour le plus grand profit de son commerce international est son seul horizon, hier comme aujourd'hui.

Nantes : Un nouveau secrétaire de section

Les communistes de la section de Nantes, se sont réunis en Assemblée Générale le 18 octobre dernier, au programme la réflexion autour du projet, du rassemblement nécessaire, de l'organisation de la section, et l'élection du nouveau secrétaire. **A l'issue de l'assemblée les communistes nantais ont élus Robin Salecroix, par ailleurs conseiller municipal de Nantes, secrétaire de Section.** Un nouveau responsable prêt à s'atteler à la tâche, et qui a proposé à ses camarades de s'inscrire dans les campagnes à venir, autour de l'industrie et de l'emploi, de la paix et des enjeux locaux Nantais. Le renforcement du parti sur la ville sera aussi une priorité : « nous devons permettre aux plus modestes de relever la tête, de savoir qu'ils peuvent compter sur notre parti, comme outil, comme arme pour la lutte des classes », conclura le nouveau secrétaire de section.



En Loire-Atlantique

3

Châteaubriant : Libres et dignes à l'image des vingt-sept



Photos © Patrice MOREL

19 octobre 2014, sous le soleil, près de 2000 personnes se sont données rendez-vous à la carrière de Châteaubriant pour se souvenir et rendre hommage aux vingt-sept fusillés. Vingt-sept résistants à la barbarie nazie tombés sous les balles le 22 octobre 1941.

C'est toujours l'émotion qui règne dans la carrière au moment des cérémonies officielles. Militants de la CGT, communistes, citoyens, républicains se rejoignent dans ce lieu de mémoire. La mémoire, le partage de ce combat est universel, cet esprit de résistance qui animait les vingt-sept, il anime encore des hommes et des femmes ici où là, en France contre la domination capitaliste, contre les idées nationalistes, ailleurs dans le monde, pour la paix, la liberté, à Kobané ou encore en Palestine. Dès le début de son intervention, Jacques Chaballier, membre de l'exécutif national du PCF citera Marwan Barghouti : « **Le chemin de la liberté et de la dignité est pavé de sacrifices. Les nations ne doivent pas**



baisser les bras, elles ne peuvent pas être vaincues et doivent refuser de coexister avec l'oppression et l'occupation. Notre peuple a des ressources inépuisables pour poursuivre la lutte. Nous avons l'obligation de transformer son sacrifice en victoire politique les portant au plus près de la liberté et de l'indépendance; des paroles qui auraient pu être mots pour mots celles des vingt-sept.

Des hommes, libres et dignes, chantant, jusqu'au moment de leur exécution, comme un pied de nez à l'ignominie nazie. Le responsable du PCF, saluera la portée universelle d'un jour de commémoration comme celui-ci, son importance pour les peuples en lutte.

Rien n'est tu de leur combat, de ce qu'il a permis, par la suite, comme libération, dans l'évocation historique et artistique qui suivra l'allocution. Un combat dont découlera le programme du conseil national de la résistance, un combat à faire vivre et à poursuivre aujourd'hui.

Solidarité avec le Peuple Kurde

Depuis plus d'un mois, à Kobané, les Kurdes résistent aux fondamentalistes de Daesh, alors même que la coalition occidentale et la Turquie les laissent lutter héroïquement sans aide. NLA a rencontré à Nantes, des Militants de la cause Kurde pour recueillir leurs témoignages. Dans le même temps, le conseil départemental du PCF adoptait une motion de soutien au peuple Kurde (voir colonne ci-contre).

NLA : Les Kurdes résistent face à Daesh qui est une organisation obscurantiste, comment est réparti le peuple Kurde et quelle est cette organisation, Daesh, à laquelle ils résistent ?
- L'Irak post-Saddam Hussein, puis la guerre civile syrienne, ont remis sur le devant de la scène internationale la problématique kurde. Réparti principalement sur quatre états (Turquie, Iran, Irak et Syrie), les kurdes sont engagés dans une lutte pour leur reconnaissance depuis près d'un siècle.
Daesh est une organisation religieuse intégriste créée en 2006 à l'issue d'une division d'Alka Ida en Irak. Ce groupe est financé par divers services de renseignements de la région de manière indirecte afin de déstabiliser le moyen orient. Il considère les non-musulmans comme des traîtres et des impurs.
Le Kurdistan Syrien abrite 60% du pétrole de ce pays et de nombreuses terres agricoles.

NLA : Pourquoi n'y a-t-il pas ou si peu de réactions internationales face au drame de Kobané et que faudrait-il faire pour venir en aide aux Kurdes en luttant ?
Les dirigeants occidentaux refusent de s'aliéner les pays arabes producteurs de pétrole en soutenant la cause kurde. Ils craignent également que le moindre encouragement au séparatisme ne déstabilise une région aux équilibres fragiles.
Les Etats-Unis comme l'Europe ont réagi face à DAESH quand leurs intérêts ont été mis en danger. Le Kurdistan est



une zone pétrolière importante.
La situation des kurdes n'intéresse guère les occidentaux au contraire jusqu'à présent ils ont toujours soutenu les pays qui abritent les populations kurdes dans leurs répressions.
Aujourd'hui, les forces kurdes combattent de manière inégale avec DAESH, l'Etat Islamique dispose d'une infrastructure militaire largement supérieure aux kurdes.
Ainsi, **il faut donner aux peshmergas syriens, dont le commandant en chef est une femme et dans les rangs desquels on trouve de nombreuses femmes, l'armement approprié et renforcer leurs moyens logistiques.**
Dans un deuxième temps aller sur le terrain diplomatique avec les pays ayant la possibilité d'intervenir directement sur ce conflit (Turquie et Kurdistan Irakien).

Sevim, Sinan et Jean-Claude, militants pour la cause Kurde

PCF 44 :

Motion en soutien au peuple kurde déposée à la Préfecture !

Kobané est devenue le symbole de la lutte des kurdes contre l'Etat islamiste. Ils résistent, seuls, avec pour seule arme l'énergie du désespoir. Cela fait presque un mois que les Kurdes mènent un combat acharné pour repousser l'avancée obscurantiste du groupe djihadiste baptisé « Etat islamique » qui bénéficie d'un soutien logistique, financier et militaire des pays du Golfe et de la Turquie.

Ces Etats portent une très lourde responsabilité dans cette défaite comme les occidentaux, dont la France, qui ont laissé faire en refusant de livrer des armes aux combattants du PKK et du PYD en dépit de nombreuses interpellations.

La Turquie se réjouit ouvertement de l'affaiblissement de Rojava dont elle avait juré la perte par l'entremise de l'Etat Islamique. Cette complicité est une honte.

Les Kurdes sont les principaux remparts contre le djihadisme. Or le PKK et le PYD ne bénéficient d'aucune aide. La conférence de Paris, organisée par F. Hollande, n'a même pas daigné les inviter. De plus, le PKK figure toujours sur la liste des organisations terroristes alors qu'il se trouve en première ligne pour défendre les droits humains.

De leur côté, les villes kurdes de Turquie dirigées par le BDP-HDP accueillent seules des milliers de réfugiés de toutes origines ethniques ou confessionnelles.

Lutter contre la barbarie de l'Etat islamiste exige que les Kurdes et toutes leurs organisations soient considérés comme des alliés.

Le PCF appelle à amplifier la solidarité avec le peuple kurde.

- Il faut immédiatement répondre favorablement aux demandes d'aide formulées par les Kurdes et retirer le PKK de la liste des organisations terroristes.

- Les Etats complices de la terreur islamiste, dont la Turquie, doivent être sanctionnés.

- Les réfugiés, y compris en Turquie, doivent recevoir une aide humanitaire et bénéficier des droits inhérents à leur statut. Les militants kurdes réfugiés à l'étranger doivent être protégés.

- La France doit reconnaître le PYD et le PKK comme des interlocuteurs favorisant la paix dans cette région et accepter de dialoguer avec leurs représentants en France.

- l'ONU doit enfin s'emparer du dossier kurde et agir dans la zone pour ouvrir la voie à une solution politique.

Pays de la Loire - Troisième région industrielle de France

La région des Pays de la Loire est la 3^{ème} région industrielle française. Les activités industrielles représentent plus de 17% de l'emploi total (255 000 personnes).

Les principaux secteurs industriels de la région sont l'agroalimentaire, les industries de sous-traitance et les industries de grands donneurs d'ordre : STX, Airbus.

Malgré le dynamisme de l'industrie régionale, la crise tasse l'activité. Une crise qui par ailleurs a bon dos lorsqu'il s'agit de licencier, en témoigne l'exemple de la Seita qui bien que largement bénéficiaire fait le jeu des actionnaires plutôt que des salariés ! Une illustration de plus que le capital a un coût exorbitant, économiquement, socialement et humainement !



Convention sur l'Industrie

4

Lire

L'intérim en Pays de la Loire

En août dernier, la région des Pays de la Loire affichait une forte progression de l'intérim enregistrant 500 postes supplémentaires correspondant à une augmentation de +5,4%. L'intérim est largement plébiscité puisqu'au cours de l'année ce sont 5 000 postes supplémentaires qui ont été créés.

Tous les secteurs sont à la hausse : +4,6% dans l'industrie d'août à juillet. Il est à noter que l'industrie reste le secteur d'activité qui pèse le plus dans l'intérim puisqu'il concentre 55% des postes loin devant la construction et le tertiaire.

Manitou : des intérimaires bien utiles

A n'en pas douter, l'intérim a vraiment du bon pour les entreprises, c'est la variable d'ajustement parfaite !

Manitou, leader mondial du chariot élévateur avec un chiffre d'affaires en progression au premier semestre annonce tout de même qu'elle pourrait se séparer d'une « majorité » de ses intérimaires, rien de moins, afin d'anticiper une éventuelle baisse d'activité !

« Impulsons de la croissance durable et créons de la valeur partagée » tel est le slogan de Manitou que l'on peut trouver sur son site internet, il semblerait pourtant que la valeur ne soit pas partagée avec un chiffre d'affaires au premier semestre 2014 de 642 M€, en croissance de 9% par rapport au même semestre de l'année précédente et un résultat net après impôt de 14,2 M€ soit 13,1M€ de plus qu'au premier semestre de l'année précédente !!!



Le dédain des ouvriers

Les informations, passent, les uns chassant les autres on en oublierait presque, parfois, l'inexcusable.

En septembre dernier, Emmanuel Macron, ministre de l'économie déclarait « Il y a dans cette société (Gad), une majorité de femmes, il y en a qui sont pour beaucoup illettrées » ! Une formule qui se passe de commentaire d'autant plus que le ministre de l'économie n'a rien fait pour les GAD.

A Saint-Nazaire, le site spécialisé dans la découpe de porc employait 67 salariés. 63 ont été licenciés et seulement quatre d'entre eux ont été reclassés et, seulement 40% des salariés ont trouvé un emploi ou obtenu une formation. Des salariés qui attendaient des actes et qui n'ont eu que des paroles blessantes.

Précarité : La pression sur les salariés

Depuis plus de trente ans ce sont développées de multiples formes de travail précaire: contrats de travail à durée déterminée, intérim, recours massif à la sous-traitance conséquence de l'externalisation de nombreuses fonctions de l'entreprise, travail à temps partiel subi, cadre législatif de rupture des contrats plus souple.

Ces formes d'emploi ont très rapidement débordé les motifs officiels et le cadre légal qui avaient présidé à leur création : remplacement des absents et surcroûts de travail pour les CDD et l'intérim, choix de vie pour les femmes à temps partiel, nécessités techniques pour la sous-traitance. **Ces formes d'emploi sont massivement utilisées comme variable d'ajustement permanente, pour intensifier le travail, baisser le coût du travail, aggraver les conditions de travail, et licencier sans procédures.**

Partis politiques et syndicats agitent le chiffon rouge, la pression sur les salariés augmente, la souffrance au travail, le sentiment d'être sur un siège éjectable n'a jamais été aussi vif. Précarité et pression vont de paire et l'industrie n'est pas en reste !



ETATS GENERAUX DE L'INDUSTRIE EN LOIRE-ATLANTIQUE

Les 22 et 23 novembre, le PCF organisera une convention nationale sur la politique industrielle afin de débattre avec les acteurs de ce secteur, salariés, syndicalistes... de la politique nécessaire à mettre en place pour sauver l'industrie en France. Une démarche relayée par la fédération de Loire-Atlantique dans un département qui compte quelques fleurons... Les Nouvelles quant à elles jusqu'à la convention, donneront la parole aux acteurs locaux, syndicalistes en lutte, politiques de gauche...

Cette semaine, NLA donne la parole à Yves DEVEDEC, CGT Airbus; à Christine MOISELET, Ensemble; Stéphane GUILLOU, CGT Pôle Emploi autour de la question l'utilisation de la précarité dans les entreprises.

« Des emplois à statut Airbus »

Yves DEVEDEC - CGT Airbus

Depuis plus d'une dizaine d'années, Airbus Nantes ne cesse d'augmenter son taux de flexibilité avec un recours important au travail temporaire (environ 350 intérimaires en continu) et la mise en place de la sous-traitance in-situ qui voit partir des pans entiers de nos productions.

25% de flexibilité, c'est le taux imposé par la direction générale sur notre site afin, d'après elle, d'être compétitif.

Dans certains secteurs, on peut retrouver plusieurs sociétés à travailler avec des salariés à statuts Airbus, mais pas dans les mêmes conditions (salaire, horaires, etc...).

Mais cela ne suffit pas car d'après M. BREGIER, patron d'Airbus, nous ne sommes pas encore assez compétitif et il nous annonce qu'il faudra trouver de nouvelles solutions pour 2015.

Nous savons bien que partout où des plans de compétitivité ont été mis en place, c'est bien pour rogner sur les acquis des salariés afin de garantir un taux à deux chiffres de rentabilité pour les actionnaires.

La CGT, bien sûr, ne lâchera rien et avec les salariés essaiera de repousser les attaques de notre direction et continuera de se battre pour l'embauche d'emplois à statuts Airbus.



« Généraliser le CDI »

Christine MOISELET - Ensemble

Le contrat de travail à durée indéterminée est la forme normale et générale de la relation de travail. Un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de mission temporaire, quel que soit son motif, ne peut avoir ni pour objet ni pour effet de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise utilisatrice.

Dans nos rêves ? Non, c'est dans le Code du travail. Et, sur cette seule question, on comprend pourquoi le patronat veut le démanteler. Avec l'approbation des gouvernements successifs qui ne cessent de répéter que la flexibilité du travail est incontournable. Et dans les faits, dans le secteur privé mais aussi dans le secteur public, **les mobilisations syndicales sont quasiment toujours indispensables pour simplement imposer au patronat qu'il respecte la loi et embauche en CDI.**

Posons-nous la question : que devrait faire un gouvernement de gauche, au service de la population ? **Généraliser le CDI ou pour le moins, renforcer les pouvoirs et les moyens de l'Inspection du Travail** afin que toutes les entreprises, notamment les plus grandes qui emploient en permanence des salarié-es en intérim, se voient imposer la requalification de ces contrats en CDI. L'exact opposé de la politique gouvernementale actuelle.



La rupture conventionnelle, un échappatoire aux Plans Sociaux Économiques pour les employeurs.

Stéphane GUILLOU - CGT Pôle emploi

Mis en place par LANI Sarkozy de 2008 la Rupture Conventionnelle représente aujourd'hui 12,4% des motifs d'entrées en indemnisation par l'Assurance Chômage mais aussi 15% des dépenses de l'UNEDIC.

Le vocable peut sembler séduisant et laisser le choix au salarié, mais dans la réalité il en est souvent autrement. **L'utilisation de ce motif de rupture permet à un grand nombre d'employeurs d'éviter les obligations des PSE** (Plans de Sauvegarde de l'Emploi) pour tous les licenciements simultanés (de 10 personnes sur une période d'un mois), formations, recherche de nouvelles activités, reclassement extérieur, aménagement du poste et des horaires de travail, notamment pour les salariés en fin de carrière.

Mais si cette forme de rupture trouve un relatif succès de la part justement des salariés d'un certain âge, cela tient surtout à la déliquescence des conditions de travail et du manque de prise en compte de la pénibilité et de l'intérêt de moins en moins perceptible du travail. La parcellisation du travail, tant dans l'industrie que dans le tertiaire, rend le travail de moins en moins intéressant, et sa finalité absconse.

L'un des enjeux autour de l'emploi est donc bien aussi de lui redonner du sens, de permettre aux salariés de se sentir concernés et acteurs de leur activité professionnelle, permettre que le travail devienne un lieu d'épanouissement social et individuel au lieu d'être perçu comme une activité contrainte, sans intérêt et parfois douloureuse.

Coup bas sur le financement de la réforme des rythmes !

Consternation, scandale... Les mots des associations d'élus locaux sont forts pour dénoncer la baisse drastique du fonds d'amorçage de la réforme des rythmes scolaires, à rebours des engagements du gouvernement. La mesure a été discrètement introduite à l'article 55 du projet de loi de finances pour 2015, comme la Gazette l'a révélé le 10 octobre. Le dispositif prévu pourrait diviser par quatre le montant consacré au fonds d'amorçage - pour la rentrée 2014-2015,



Le social au cœur

5

L'universalité des allocations remise en cause !

Le gouvernement Valls a abandonné son projet de diviser par trois la prime de naissance à partir du deuxième enfant et de retarder la majoration d'allocation pour les adolescents. **Dans leur logique de rigueur budgétaire mortifère, les députés PS sont venus à leur rescousse pour réaliser les économies « nécessaires ».** Ils ont proposé de moduler les allocations familiales en fonction des revenus. Et obtenu l'aval du gouvernement. Au-dessus de 6 000€ de revenus, elles seraient donc divisées par deux. Elles seraient divisées par quatre au-delà de 8 000€ par mois.

Cette modulation doit permettre 800 millions d'euros d'économies en année pleine et 400 millions dès 2015. L'Unaf (associations familiales) a cependant jugé cette mesure « impensable » et « impossible ». **Thierry Lepaon (CGT) a critiqué une modulation « contraire à l'esprit même de la Sécurité sociale ».** La remise en cause de l'universalité est une attaque sans précédent contre notre système hérité du CNR. En effet comme le rappelle l'UNAF « Chacun accepte de cotiser parce qu'il se sait bénéficiaire potentiel de ces dispositifs de protection sociale. C'est l'enfant qui ouvre droit à des allocations, qui ne sont pas un revenu complémentaire mais une juste compensation de charge, indépendamment du statut et de la situation de ses parents. C'est pour cette raison par ailleurs que les prestations familiales ne sont pas soumises à l'impôt. Contrairement aux idées reçues, l'ensemble des comparaisons européennes montrent que l'absence de



condition de ressources est la meilleure arme pour lutter contre la pauvreté. Rappelons qu'en France, les prestations familiales font diminuer de moitié le taux de pauvreté des enfants, tandis que les minima sociaux, par nature ciblés, ne font diminuer ce taux que de quelques points supplémentaires. **Notons en effet qu'une mise sous condition de ressources serait contre-productive. Les classes moyennes seraient plus frappées que les classes aisées, sans que les plus modestes n'en tirent avantage. En cause notamment l'effet de seuils qui conduit à pénaliser les revenus médians.** »

C'est pourquoi bon nombre d'organisations progressistes sont fermement opposées à la remise en cause de l'universalité des allocations familiales et à leur mise sous condition de ressources. En effet, si le principe de l'universalité était remis en cause, c'est tout

l'édifice qui serait atteint. **Un tel engrenage conduirait vers une société plus inégalitaire et cloisonnée avec, d'un côté, ceux qui paient, et de l'autre, ceux qui reçoivent ;** ceux qui s'adressent à des systèmes assurantiels privés, et ceux cantonnés dans un système de solidarité dont le bien-fondé serait de plus en plus contesté.

Cette universalité n'a de sens qu'à la condition d'entreprendre par ailleurs un véritable et substantiel partage des richesses, en réformant la fiscalité de fond en comble et rééquilibrant le partage de la valeur ajoutée en faveur du travail.

Le 16 Octobre : des cortèges combatifs



A l'appel de la CGT et de Solidaires, quelque 1 500 personnes ont manifesté, hier après-midi, dans les rues de Nantes et plus de 700 à St-Nazaire.

Les salariés de la SEITA ayant rejoint la manifestation

ont pu en prendre la tête, comme un pied de nez démontrant une fois de plus leur combativité. Une forte délégation du centre hospitalier spécialisé de Blain était également présente, en grève, depuis le 29 septembre, contre des suppressions de poste et de RTT.

Combativité aussi dans les prises de parole de Fabrice David, secrétaire de l'union départementale CGT qui a dénoncé « la casse de la protection sociale » et « les cadeaux faits aux entreprises » qui servent « à faire exploser les dividendes versés aux actionnaires ».

La même volonté animait les esprits, celle de ne pas en rester là et de faire de cette journée, un premier pas vers d'autres mobilisations d'ampleur.

«Sciences en marche»



SCIENCES EN MARCHÉ

Les salariés mobilisés de « Sciences en Marche » sont arrivés vendredi dernier à Paris. A cette occasion, la CGT et son Union Générale des Ingénieurs Cadres et Techniciens ont dénoncé la situation de pénurie des emplois scientifiques et rappelé la nécessité d'investir dans la recherche publique et industrielle.

Le CIR (Crédit Impôts Recherche) profite surtout aux multinationales rappelle la CGT, à l'exemple de Sanofi qui encaisse plus de 130 millions d'euros chaque année, tout en fermant ses centres de recherche à Montpellier et Toulouse

Rigueur budgétaire pour les uns, cadeaux fiscaux pour les autres, le gouvernement doit réorienter le financement de la recherche. Cette ambition implique de renforcer les moyens pérennes de la recherche publique et de repenser les modes de financements notamment pour permettre aux PME-PMI d'investir plus dans la R&D

En bref

Un président sourd aux attentes populaires !

«Les réformes, elles sont continues, elles ont été engagées dès les premiers mois de mon quinquennat et elles se poursuivront à un rythme encore accéléré jusqu'à la fin, parce que la France a besoin de réformes», a déclaré dimanche le président de la République devant un parterre de patrons de grandes entreprises étrangères réunis à l'Elysée.

C'est face à ces réformes libérales que les camarades de l'USR CGT s'étaient rendus à la fête de la Rose du PS départementale mi-septembre en présence du secrétaire de l'UD, Fabrice David pour souligner leur opposition à la casse sociale ! Que ce soit au niveau national ou local, les vœux des camarades de la CGT n'ont malheureusement pas l'air d'avoir été entendus.

Coup dur pour les chantiers STX



La Brittany Ferry a suspendu son programme de transition écologique, dont faisait partie le navire à gaz que devait construire STX. Les salariés ne peuvent que regretter cet état de fait.

Cela faisait malheureusement déjà plusieurs mois qu'à Saint-Nazaire, la construction du ferry Pegasis était remise en cause. Pour rappel, la lettre d'intention de commandes s'est achevée le 30 juin, sans être suivie d'effet. En septembre, faute de financement, STX a suspendu son travail autour de ce projet. **Cette fois, Brittany Ferries a fait une annonce des plus claires, en stoppant son programme de transition énergétique.**

Pour la CGT, par la voix de Joël Cadoret. « Ce ferry était synonyme de navire propre pour Brittany Ferries et de diversification pour STX. Que fait l'État en matière de politique industrielle ? C'est le deuxième échec, après celui des ferries SNCM ! Il y a vraiment de quoi s'interroger sur la politique suivie pour la filière maritime... » De nombreuses réactions ne se sont pas faites attendre, chez les élus et présidents de collectivités. Le président du Conseil général, Philippe Grosvalet, a ainsi demandé au ministre de l'Économie de débloquent le dossier, rappelant que « les 2,6 millions d'heures de travail qui s'envolent avec la réalisation de ce navire ».

La photo : Maurice THOREZ à Nantes

Il y a 50 ans disparaissait celui qui fut, trente cinq ans, secrétaire général du PCF. Enfant des corons, c'est à Nantes, il y a tout juste, 80 ans, en octobre 1934, qu'il avait lancé, de la tribune du congrès du Parti radical, son appel à un « Front populaire de la Liberté, du Travail et de la Paix ». Cette photo prise devant la gare de Nantes le samedi 9 mars 1946 (l'ancienne gare aux verrières démantelée quelques années plus tard), nous présente l'homme d'Etat, vice-président du gouvernement provisoire de la République, venu avec François Billoux, ministre communiste de la Reconstruction et de l'Urbanisme (derrière l'épaule droite de MT) poser la première pierre de la cité ouvrière du Grand Clos, derrière l'usine des Batignolles. Sur la photo, les ministres communistes sont entourés, à droite, du préfet de Loire-Inférieure, Phalempin, et à gauche, par le général de brigade commandant la région militaire de Tours puis Jean Philippet, maire de Nantes, derrière lequel on distingue à sa droite Henry Gouge, député communiste, secrétaire fédéral du PCF, suivi des députés socialistes Clovis Constant et Jean Guittou ainsi que nombre de cheminots. Le lendemain il devait tenir un meeting place de la Duchesse Anne devant 20 à 30 000 personnes.

Yann VINCE Sources : Archives PCF 44, Archives municipales de Nantes



Culture, idées

6

Lire

FLORANGE

Une lutte d'aujourd'hui. **BD De Gandrange à Florange, des salariés du site lorrain d'Arcelor Mittal sont devenus en quatre ans un symbole de volonté et de résistance ouvrière.**

En 2012, la décision du groupe Indien de fermer les deux derniers hauts-fourneaux dans une région qui, jadis, en comptait une centaine, annonça la mort de la sidérurgie.

Cet album raconte les événements de l'intérieur, quand l'histoire personnelle se mêle à l'histoire collective.

Au-delà des conséquences économiques, ce déclin industriel engendra une tragédie humaine racontée par deux jeunes auteurs : **Tristan Thil au scénario et la dessinatrice Zoé Thouron.**

A l'occasion du lancement de la bande dessinée, **La Maison des Hommes et des techniques (*)** et la **Mystérieuse Librairie** reçoivent les auteurs pour un temps consacré à leur ouvrage et plus largement au conflit de Florange au travers de la projection de deux documentaires réalisés par Tristan Thil.

TRISTAN THIL - ZOÉ THOURON

FLORANGE UNE LUTTE D'AUJOURD'HUI



DARGAUD

Vendredi 7 novembre 2014

A partir de 17h30.

Programme :

17h30-18h : Projection du film documentaire L'acier trompé de Tristan Thil. Plongée dans le quotidien de la lutte des ouvriers d'Arcelor Mittal pour la sauvegarde des derniers hauts-fourneaux de Lorraine.

18h-19h30 : Rencontre-débat avec les auteurs.

19h30-20h30 : Dédicaces.

20h30-21h30 : Florange: dernier carré de Tristan Thil. En pleine campagne présidentielle, ils multiplient les actions pour montrer leur détermination et être présents médiatiquement. C'est alors qu'une vingtaine d'entre eux décide d'entamer une marche de Florange à Paris, qui va devenir un symbole de résistance ouvrière...

(*) www.maison-hommes-techniques.fr 02 40 080 20 22

Eléments de réflexion sur la réforme des Territoires ?

CHRISTOPHE GUILLUY

LA FRANCE PÉRIPHÉRIQUE

COMMENT ON A
SACRIFIÉ
LES CLASSES POPULAIRES



Par l'auteur
de *Fractures
françaises*

Flammarion

Christophe Guilluy est géographe. Co-auteur de **l'Atlas des nouvelles fractures sociales en France** (Autrement, 2004) et d'un premier essai remarqué, **Fractures françaises** (F.Bourin, 2010).

Dans ce nouvel essai, l'auteur analyse cette fois les effets socio-territoriaux et politiques de la métropolisation. Elle sacrifie les classes populaires qui sont reléguées dans la France périphérique, celle des banlieues, mais surtout celle des espaces ruraux périurbains.

Pour lui, **les métropoles, vitrines de la mondialisation heureuse**, illustrent la société ouverte, déterritorialisée, où la mobilité des hommes et des marchandises est source de création d'emplois, de richesses et de progrès social. Ces territoires produisent désormais l'essentiel des richesses françaises en générant près des deux tiers du PIB national. **Le modèle libéromondialisé y est à son apogée.**

Cette recomposition économique des grandes villes a entraîné une recomposition sociale de tous les territoires.

Ainsi, la question sociale n'est pas circonscrite à l'autre côté du périph, mais de l'autre côté des métropoles, dans les espaces ruraux, les petites villes, les villes moyennes, dans certains espaces périurbains qui rassemblent aujourd'hui près de 80% des classes populaires. **Les classes dominantes oublient qu'on ne fait pas société en tenant à l'écart les plus modestes, c'est-à-dire la majorité de la population.**

Dans la **France des métropoles**, qui compte 41% de la population totale, on trouve 65,5% de la population intégrée, et seulement 27,3% des catégories populaires fragilisées.

Alors que dans la **France périphérique**, qui compte 59% de la population nationale, on constate que la population intégrée ne représente plus qu'un tiers (34,5%), alors que les catégories populaires fragilisées représentent plus des deux tiers (72,7%).

quand on constate qu'elle participe aussi à l'effacement du modèle républicain ?

Le géographe pointe des signes avant-coureurs et hétéroclites de ce qu'il qualifie de « **France périphérique qui gronde** », ...dont la **surreprésentation du vote FN** par rapport à la moyenne régionale. « Sans une implosion du système politique traditionnel et la création ou le **renforcement d'institutions (comme les départements)** susceptibles de représenter cette France populaire, le morcellement et l'éclatement de la société française paraissent inéluctables ».

Christophe Guilluy, **la France Périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires**. Ed.Flammarion, 2014, 18 euros.

D'après le blog de **Jean-Yves MARTIN** (<http://jym44.blogspot.fr/>)

Huma café JAURES ACTUEL

JAURÈS ACTUEL
avec Charles Silvestre
auteur de « La victoire de Jaurès »



*A n c i e n
Rédacteur
en chef de
L'Humanité,
éditorialiste et
essayiste,
Charles
Silvestre
est Vice-
Président
de la So-
ciété des
Amis de
l'Humanité,*

*qu'il a contribué à fonder en compagnie
de Jean Ferrat et d'Edmonde Charles-
Roux.*

*Il a publié « La torture aux aveux » sur
la guerre d'Algérie (Au Diable Vauvert,*

2004), « Jaurès, la passion du journaliste » (Le Temps des Cerises, 2010) et « La victoire de Jaurès » (Privat, 2013). Dans ce dernier essai, il dévoile l'héritage de Jaurès, montrant toutes les « vicissitudes » que nous lui devons. En cette année Jaurès, il parcourt la France pour faire partager à toutes les générations sa passion de faire revivre l'Histoire, au travers des événements d'un siècle bouleversé, mais porteur d'un « indicible espoir » si bien évoqué par Jaurès.

**vendredi 7 novembre 2014
à 19 h précises
Cour carrée
de la Tour à Plomb
COUËRON
Quai Emile Paraf,
en bords de Loire**

10 communes ont adopté la motion de soutien à l'action de l'AMF contre la baisse des dotations de l'Etat.

La liste : Avesnac, Bouguenais, Crossac, Haute Goulaine, La Chapelle Heulin, Ligné, Montoir de Bretagne, Saint-Herblain, Saint-Mars de Coutais, Vieille Vigne.

«A l'heure où un nouvel acte de décentralisation est en préparation au Parlement, la Cour et les chambres régionales et territoriales des comptes appellent à la vigilance».

Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Mais à propos de quoi la Cour des comptes veut se montrer vigilante? La réponse dans le prochain NLA !

Au cœur des collectivités

7

Conseil municipal de Nantes

Porter la voie de l'Humain et du développement humain durable

Le 10 octobre 2014, le Conseil Municipal de Nantes s'est tenu. Le groupe des Elus communistes et Républicains est intervenu à quatre reprises, soulignant le caractère politique des délibérations.

Il conclut : «Nous souhaitons donc attirer l'attention sur le fait que contribuer à financer du matériel vidéo au bénéfice de la police nationale ne doit pas nous conduire à banaliser l'appel systématique à la technologie pour réduire les incivilités et la délinquance».

Ainsi, sur la mission Egalité, Intégration, Citoyenneté, il est rappelé que malgré l'engagement municipal avec le Conseil Nantais de Citoyenneté des Etrangers et le subventionnement du Centre Interculturel de Documentation, les problèmes sont loin d'être réglés. L'Etat, dont les politiques d'insertions ont plutôt concourues à développer la précarité pourrait pourtant agir courageusement : en régularisant la situation des migrants, en donnant enfin le droit de vote aux résidents étrangers. Nathalie Blin, notre Elue en charge de l'intégration et de la citoyenneté des étrangers poursuivra la politique municipale de citoyenneté de résidence et d'intégration sociale.



Conseil municipal - 10 octobre 2014

Concernant la convention permettant à la ville de Nantes de financer du matériel vidéo pour la police nationale, Jean Jacques Moreau intervient : «Nantes, comme la plupart des grandes villes, est confrontée à une délinquance de tous les jours, qui remet en cause le bien vivre ensemble. [...] Mais elle ne saurait pour cela déployer des moyens répressifs au détriment du respect des droits et libertés garantis par la loi».

La délibération concernant le zonage et le paiement des redevances de stationnement fut l'occasion pour le groupe communiste de saluer le «panel d'actions incitant au report modal de l'automobile vers les transports collectifs et les modes doux». Ils ajoutent : «Les élus communistes croient beaucoup en une telle vision incitative et ne souhaitent naturellement pas que les mesures coercitives visant à réduire les stationnements ne prennent une allure punitive». Ils notent cependant «avec satisfaction, que l'offre d'abonnement aux résidents reste très en-deçà de l'offre privée, 14€ par mois, contre 50€ dans le privé».

Le rapport sur la situation en matière de développement durable fut l'occasion de poser la question : «quid d'une politique de développement durable qui ne prendrait pas en compte en premier lieu l'humain ?». En réponse sont évoqués la nécessaire lutte contre la précarité, le développement des transports en commun, la libération des potentiels du territoire avec la Loire, les efforts de construction de logements neufs et économes ainsi que la place de la nature en ville.

Ouverture des commerces le dimanche Assumons notre opposition

FACILITER LE TRAVAIL LE DIMANCHE



Comme chaque année, une position commune sur le travail du dimanche a été adoptée au Conseil communautaire de Nantes Métropole. Jusqu'à maintenant la position était claire : pas de dérogation aux ouvertures par les maires des communes membres. Cette année, il s'agirait d'autoriser l'ouverture des petits commerces les 14 et 21 décembre, après accord à établir avec la chambre de commerce et d'industrie et les organisations de salariés.

Aymeric Seassau est intervenu en séance pour exprimer l'opposition des communistes : évoquant le contexte national concernant cette problématique : «Aujourd'hui 5 dimanches, demain 12, cela ne peut conduire qu'à toujours plus de dérogations pour toujours plus de commerces. Il y aura toujours un commerce défavorisé par rapport à un autre qui demandera le droit d'ouvrir le dimanche à ce titre. A la fin, l'exception devient la règle» ! Rappelant que la journée de repos commune est indispensable au lien social, et qu'en cas d'ouverture dominicale, il y a étalement et non augmentation des achats, l'intervention se terminait par un appel à la reconduction de la position proclamée l'année dernière et ainsi à voter contre la nouvelle position proposée.

Edito paru dans le petit Montoirin : Retours sur le CM et dynamique à gauche

Le Petit Montoirin

Vendredi 26 septembre le conseil municipal s'est réuni. Plusieurs délibérations ont été prises : le rétablissement de l'abattement de 15 % sur la Taxe d'Habitation et donc la diminution de cet impôt pour les Montoirins. En Moyenne, la Taxe d'Habitation baissera de 53€. Un nouvel emploi a été créé pour renforcer le service Enseignement/Jeunesse et mieux répondre aux besoins de nos jeunes.

Le conseil a aussi adopté à l'unanimité une motion de l'Association des Maires de France qui protestent vigoureusement contre la réduction de 28 Milliards d'€ en trois ans des dotations de l'Etat aux Collectivités Locales. Les Maires de France demandent en outre que se mette en place une instance de négociation pour remettre à plat les politiques publiques nationales et européennes.

La Gauche Montoirine rassemblée dans sa diversité, socialistes, divers gauche, communistes, citoyens, est aux affaires comme on dit. Elle tient ses promesses et applique son programme.

Nous pouvons intervenir pour recréer de l'espoir : aujourd'hui des écologistes, des socialistes, les communistes, des syndicalistes, des responsables d'association se mobilisent pour **reconstruire une nouvelle ambition à gauche pour la France.**

Lire

CARENE : quel avenir avec l'émergence des Métropoles ?

Lors du Conseil Communautaire du 29 septembre, les élus communistes ont validé la subvention au pôle métropolitain, partageants à l'épreuve de l'expérience, l'utilité de mener des actions communes entre les six intercommunalités. Cependant, ils s'interrogent sur l'avenir de la CARENE dans un contexte où la Métropole Nantaise changerait de dimension.

Lutte contre le PTCI : La Chapelle sur Erdre se prononce !

Jean-Noël LEBOSSE, adjoint communiste à l'environnement, à l'agriculture et à la transition écologique, a présenté un vœu demandant : «l'arrêt des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI), la diffusion publique immédiate de l'ensemble des textes relatifs aux négociations ; l'ouverture d'un débat national sur ce projet impliquant la pleine participation des collectivités territoriales, des organisations socioprofessionnelles, associatives et des populations à ce débat». Le Conseil Municipal refuse ainsi «toute tentative d'affaiblissement du cadre réglementaire national ou européen en matière d'environnement, de santé, de culture, de protection des travailleurs et des consommateurs» et «mandate Monsieur le Maire pour saisir le gouvernement et les institutions européennes et exprimer les inquiétudes et oppositions des élus municipaux». Après le Conseil Régional, Rezé et Bouguenais, la mobilisation monte. Première victoire : les représentants des Etats Membres de l'UE ont décidé de rendre public le mandat de négociation le 9 octobre.

Vertou : motion contre la réforme des collectivités proposée

Michel Gouty, Conseiller municipal communiste a présenté une motion demandant un référendum national sur les réformes des collectivités et condamner les diminutions des dotations de l'Etat.

L'exposé des motifs pointe une fuite en avant libérale qui n'est pas de nature à redonner confiance aux citoyens dans leurs institutions.

Couëron : réaction au rapport d'activité de Nantes Métropole

Le groupe des élus communistes et républicains a pu souligner que : «Le contexte économique et social dégradé a malheureusement limité en 2013 nos ambitions. Notre groupe d'élus communistes et républicains n'a pas manqué de le souligner qu'il s'agisse des besoins de logements sociaux, d'aire d'accueils des gens du voyages, des réseaux routiers, d'urbanisme, de transport, de reconquête d'emploi industriels, notamment».

Ouvrons-là

Quels sont les enjeux de la Bolivie depuis l'élection d'EVO MORALES ?

Par Auguste CHENEAU



Le 12 octobre, EVO MORALES a été réélu pour la troisième fois à plus de 60%. Issu d'une famille modeste amérindienne, il a dû arrêter sa scolarité très jeune pour pouvoir aider sa famille à subvenir aux besoins courants, il fait des petits boulots, pendant cette période il apprend à parler le quechua ainsi que l'espagnol (langues majoritaires). **La Bolivie depuis 2006 a connu des changements économiques et sociaux majeurs.** En effet, le succès du M.A.S. (Mouvement vers le socialisme) est en partie dû à la rupture avec la politique libérale du FMI et de la banque mondiale, ce qui n'a pas empêché la Bolivie en 2013 d'atteindre **6.7% de croissance, la plus forte de toute l'Amérique latine**, et de nationaliser des établissements d'hydrocarbures, le secteur de l'électricité etc... ainsi qu'une politique sociale efficace permettant de sortir de la pauvreté 10% de la population. Le



taux de pauvreté s'élevait à 45 % en 2013, il demeure très important, certes, mais depuis des années les progrès sont considérables. Pourtant il reste de nombreux défis lors des cinq prochaines années. Dans ce pays marqué par la misère et les inégalités, **le M.A.S. par le biais d'Evo MORALES a su redonner la fierté aux minorités amérindiennes et une autonomie économique au pays en repoussant les dogmes libéraux et impérialistes.**

Des rencontres, des initiatives, des campagnes pour une autre politique



Les 1000 rencontres décidées lors du Conseil national du PCF en septembre se mettent en place et c'est avec combativité et détermination que les communistes veulent riposter aux mauvais coups portés par le gouvernement et le Président de la République. Riposter et construire le rassemblement indispensable pour faire émerger des solutions de gauche crédibles, alternatives à l'austérité.

En Loire-Atlantique, les communistes apportent leur pierre à l'édifice avec comme but «44 initiatives dans le 44 ». Des initiatives diverses mais toutes aussi déterminantes les unes que les autres. Plusieurs actions politiques et de solidarité se sont déroulées ou sont en préparation : soutien aux salariés de la SEITA, soutien aux expulsés, bataille pour sauver l'autoroute de la mer Saint-Nazaire-Gijon ou pour combattre la réforme des collectivités, campagne pour la construction d'un lycée public à Pontchâteau, soutien à la très petite librairie de Clisson, rencontres avec d'autres forces politiques de gauche au niveau départemental et local...

Les cartes pétitions thématiques à envoyer au Président de la République connaissent un grand succès, plusieurs centaines ont par exemple été signées lors des manifestations du 16 octobre, la campagne de signatures continue et nous voulons atteindre l'objectif des 5000 d'ici la fin de l'année. Elles sont un outil populaire et citoyen avec des mots d'ordre qui dessinent les contours de ce que devrait être une politique de gauche.

Toutes ces initiatives permettent le débat, l'échange. Elles impulsent aussi le dialogue, l'action et la construction de mobilisations pour une alternative de gauche.

Vite lu...



La CGT en Algérie

Quel fut le rôle de la CGT en Algérie avant et pendant ce conflit qui ne devait se terminer qu'en 1962 ?

**Jeudi
30 octobre
2014
18 heures**

Salle de la
manufacture
10 Bd Stalingrad
NANTES
Tram ligne 1
arrêt Manufacture

Louis Cardin, conférencier, inspecteur technique PTT en coopération de 1962 à 1972, spécialiste de l'histoire de l'Algérie à l'IHS de Paris présentera ses travaux.

Cette conférence sera suivie d'un débat.

Entrée libre

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Publihebdo Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Mireille PERNOT
Robin SALECROIX
André MAURICE



Je M'abonne aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL: EMAIL:

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 15 euros
 - Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de
- Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES